



**Pour
qu'activités
de loisirs
aient
lieu
avec égalité**

**Participation des jeunes filles
et mixité, l'exemple des VVV
(Ville - Vie - Vacances)**

**recherche-action
réalisée pendant
l'été 2014**

**par
Dominique Poggi**

sociologue, chercheuse
indépendante, formatrice
et animatrice de marches
exploratoires de femmes

**avec
la contribution
du Centre
audiovisuel Simone
de Beauvoir**

Nicole
Fernández Ferrer
et Laetitia Puertas

**en collaboration
avec 4 structures**

Actions jeunes 17*,
Plus loin, Espoir 18 /
Espace Jeunes
La Goutte d'or ,
Centre Socioculturel
Étincelles

sommaire

05	préambule
06 — 15	partie 1 : regard sociologique
16 — 19	partie 2 : diagnostic sur les freins à la participation des jeunes filles
20 — 29	partie 3 : les stratégies mises en place par les structures
30 — 33	les recommandations des professionnels et pistes de travail
34	remerciements

Pour qu'activités de loisirs s'imposent avec égalité

**Participation des jeunes filles
et mixité, l'exemple des VVV
(Ville - Vie - Vacances)**

Préambule

Les objectifs de la recherche-action

Cette recherche-action a pour but de comprendre et d'analyser la faible présence des filles dans les activités VVV : 40% en moyenne nationale et seulement 30% à Paris (Enquête Acsé 2012). Elle a aussi pour objectif de dégager des pistes pour faciliter l'égalité et la mixité.

Précisions sur la méthode de recherche-action mise en œuvre

La méthodologie que nous avons mise en œuvre appartient à la famille des outils participatifs : on considère que les acteurs de terrain détiennent des connaissances à partir de leurs pratiques quotidiennes, connaissances à articuler avec l'expertise du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir et la méthode d'analyse sociologique. On se situe ainsi dans une optique de croisement des savoirs.

Nous avons donc, dès le début, présenté cette démarche de recherche-action participative aux équipes des structures retenues et nous les avons informées que nous souhaitions co-construire avec elles les travaux d'observation, de réflexion et d'analyse concernant la participation des jeunes filles aux actions VVV. Nous les avons aussi informées de notre souhait de les associer à l'élaboration de propositions ainsi qu'à la restitution publique des résultats de cette recherche-action.

D'expérience, nous savons que les messages et l'essaimage de bonnes pratiques fonctionnent mieux quand les professionnels de terrain sont associés, ce qui génère une communication de pairs à pairs. Les équipes étaient satisfaites d'être partenaires de la démarche (et non d'être objets d'études) et elles nous ont réservé un très bon accueil. Nous avons pu à la fois nous entretenir avec des coordinateurs et des animateurs et observer sur le terrain la manière dont se déroulaient les actions.

On trouvera dans ce texte des paroles des équipes de terrain, précédées de tirets rouges. Les phrases en gras sont des éléments de synthèse qui résument une partie du rapport.

Les structures qui ont été retenues par la Préfecture de Paris et qui ont participé à cette démarche étaient déjà sensibilisées à cette problématique; ce choix répondait à l'objectif de recueillir les bonnes pratiques déjà mises en œuvre et d'affiner les analyses. La question de l'égalité filles-garçons n'a donc pas été une découverte pour ces structures qui travaillaient déjà sur cette question.

Cependant, et même s'il est difficile de mesurer l'impact de la recherche-action, la question a été discutée et prise en compte dans les équipes :

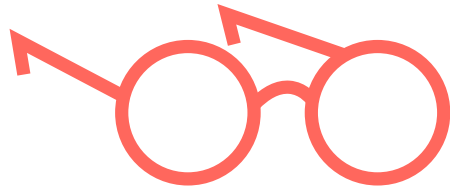
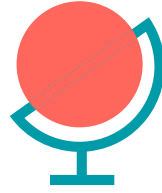
— Ça a été intéressant d'en discuter avec les bénévoles, les vacataires et les jeunes animateurs. »

De plus, cette question a été posée lors de la réunion avec des animateurs vacataires engagés juste pour l'été, ce qui les a sensibilisés à cette thématique :

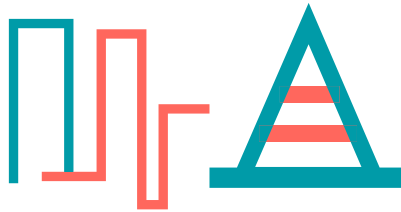
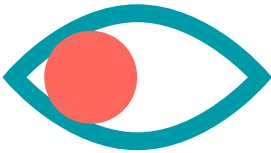
— Ils avaient bien intégré que c'était un des axes du projet de la structure. Ils y étaient plus attentifs et revenaient des activités en donnant des informations sur la participation des filles et des garçons. »

Les résultats de cette recherche-action sont présentés en trois parties. La première porte un regard sociologique, apporte des précisions sur certains concepts, s'appuie sur des études sociologiques et des rapports de recherches et fournit des éléments théoriques pour éclairer les questions d'égalité et de mixité. La deuxième identifie les principaux freins à la participation des jeunes filles. La troisième présente des pratiques professionnelles et des stratégies mises en œuvre par les structures pour faciliter la participation des jeunes filles.

Ces deux dernières parties ont un caractère plus pragmatique que la première, elles proposent des outils pour les professionnels, elles aboutissent à la formulation de recommandations et posent les bases d'un guide méthodologique visant à ce qu'activités de loisirs riment avec égalité.



Partie 1



Regard sociologique

Pour appréhender la complexité de l'égalité filles-garçons et pour en comprendre les enjeux, il est nécessaire de la resituer dans un champ sociétal plus global qui constitue en quelque sorte la toile de fond sur laquelle se dessinent les pratiques professionnelles et, plus en amont, les politiques publiques. On ne peut isoler le domaine spécifique des loisirs et des activités sportives et culturelles de l'ensemble des normes, des modes de pensée et des pratiques à l'œuvre dans l'ensemble de la société.

Plusieurs axes de réflexion peuvent être convoqués pour expliciter les inégalités filles-garçons : la perspective de genre et le poids des stéréotypes d'une part, l'appropriation des espaces publics et la question du droit à la ville, de l'autre.



La perspective de genre et l'assignation aux rôles féminins-masculins

Pour mémoire, voici quelques précisions sur le concept de genre et sur ce qui le distingue du sexe biologique : contrairement au « sexe » qui fait référence aux différences biologiques entre les hommes et les femmes, le « genre » désigne les différences sociales et culturelles acquises entre hommes et femmes ; ces différences sont susceptibles de changer selon les nations, les périodes historiques et selon l'évolution des rapports sociaux entre femmes et hommes.

Selon la perspective de genre, il n'existe pas d'essence de la « féminité » ni de la « masculinité », mais un apprentissage tout au long de la vie des comportements socialement attendus d'une femme ou d'un homme.

Le genre n'est donc pas un effet de la nature mais une construction sociale, résultant, entre autres, du conditionnement par l'éducation familiale, scolaire ainsi que par les différents outils de socialisation, dont les pratiques culturelles et sportives. Ainsi, la société attribue des rôles, des tâches, des caractéristiques et des comportements différenciés selon le sexe. C'est ce qu'on appelle l'assignation sociale aux rôles féminins et masculins.

Le poids des stéréotypes

Cette construction sociale des rôles est rendue opératoire au moyen de stéréotypes qui constituent un ensemble de croyances collectives, d'opinions généralisées, souvent ancrées dans l'inconscient collectif. Cet ensemble de croyances donne une image simplifiée ou caricaturée d'une personne en raison de son appartenance à un groupe, un sexe, une origine sociale, une classe d'âge.

Les stéréotypes sexués sont fortement ancrés dans les mentalités et amènent à penser, par exemple, que, pour des raisons biologiques, les hommes seraient conquérants, dominants, forts en mathématiques, en sciences et en techniques, mus par des pulsions sexuelles incontrôlables, peu doués pour la tendresse et la communication affective, tandis que les femmes n'auraient

ni le sens de l'orientation ni la bosse des mathématiques, aimeraient se mettre au service des autres, seraient facilement débordées par leurs émotions, seraient craintives, manipulatrices, séductrices, et ainsi de suite.

Il est clair que le domaine des loisirs, et en particulier celui des activités sportives, n'échappe pas au poids des stéréotypes sexués.

Les travaux du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, *Lutter contre les stéréotypes filles-garçons*¹, montrent que le sport est le « lieu par excellence des stéréotypes liés au corps » :

« Les activités de loisirs des enfants et des adolescents sont pour une grande part non mixtes — c'est surtout vrai du sport. Par ailleurs, les modalités de pratiques varient beaucoup selon qu'on est fille ou garçon. Par exemple, la compétition sportive est plutôt investie par les garçons. Au contraire des garçons, les filles sont nombreuses à abandonner le sport, mais elles investissent beaucoup les loisirs culturels, notamment leurs composantes « légitimes » et encadrées, avec des pratiques plus diversifiées et plus précoces que leurs homologues masculins. Le sport comme la culture — que l'on parle du divertissement ou de la culture « légitime » — sont

des lieux d'apprentissage des normes, notamment corporelles, de la masculinité et de la féminité. Cet apprentissage diffère cependant fortement selon le milieu social : les stéréotypes de genre, et les inégalités qui peuvent en découler, pèsent plus nettement dans les milieux populaires que dans les milieux favorisés². »

Les inégalités patentes dans le monde du sport résultent d'une conception centrée sur l'idée de nature masculine et de nature féminine, ce qu'on appelle une pensée essentialiste :

« Les écarts de pratiques sportives entre les filles et les garçons ne peuvent être attribués, surtout dans l'enfance, à des différences objectives d'ordre physiologique. Le sport constitue probablement l'activité de loisir où les stéréotypes de genre sont les plus présents, parce que la référence biologique y est très forte. Ainsi, la construction d'une féminité et d'une masculinité « normales-idéales-typiques », via le corps conditionne fortement le choix de la discipline sportive³. »

Des stéréotypes masqués par un cela va de soi

Le *cela va de soi* est un ensemble de croyances et de normes dominantes dans la société qui sont partagées par la majorité, sans être questionnées ; il va de soi, par exemple, que le sport est ouvert à tous et à toutes et il va de soi que c'est un ordre naturel qui guide les choix qu'effectuent les filles et les garçons.

« Cette cristallisation sur la « nature » féminine ou masculine est elle-même masquée par l'omniprésence d'un discours égalitaire et universel sur les « valeurs du sport ». De plus, le choix de pratiquer tel ou tel sport est vu, par les parents ou les institutions, comme « naturel » ou relevant d'un prétendu goût inné des enfants. Aux garçons, le développement des capacités musculaires, d'endurance et de résistance à l'effort, et la pratique de sports d'équipe, de combat et de contact ; aux filles, l'apprentissage de la grâce, de la souplesse, de l'agilité

« Le sport constitue l'activité de loisir où les stéréotypes de genre sont les plus présents, parce que la référence biologique y est très forte. »

¹ Travaux coordonnés par Marie-Cécile Naves et Vanessa Wisnia Weill

² Naves M.-C. et Octobre S., *Inégalités et différences filles-garçons dans*

les pratiques sportives et culturelles des enfants et des adolescents. Rapport CGSP, p. 140. ³ Op.cit. Page 143

et du maintien corporel, dans des sports où la distanciation physique (rareté des contacts) ou l'expression des émotions sont de mise. Les pratiques sportives des garçons et des filles ont donc des visées divergentes : les premiers doivent « se défouler » et devenir « forts » (physiquement et mentalement), alors que les secondes apprennent à être dociles/disciplinées et à valoriser leurs qualités esthétiques⁴. »

De même, le *cela va de soi* n'interroge pas le manque de jeunes filles dans certains domaines des loisirs.

« Pourtant les filles disparaissent progressivement du secteur public de loisirs à partir de 12 ans. Même si elles restent un peu présentes dans les activités culturelles fortement identifiées comme « féminines » (danse, théâtre), leur participation devient assez faible dans les clubs sportifs, très faible sur les temps de vacances et les séjours organisés, et inexistante dans les nouvelles propositions culturelles présentées par le secteur de l'animation en direction des adolescents (musiques actuelles, cultures et sports urbains)⁵. »

Ainsi, les croyances sexuées, non seulement aboutissent à des inégalités dans les pratiques sportives et culturelles, mais aussi, par un effet rétroactif, elles contribuent à renforcer ces stéréotypes en conditionnant filles et garçons et en formatant la construction de leurs identités respectives.

Par ailleurs, il est difficile pour une fille ou un garçon de transgresser les normes sociales dominantes en choisissant une activité classiquement réservée à l'autre sexe.

« Les filles disparaissent progressivement du secteur public de loisirs à partir de 12 ans. »

La reproduction de ces inégalités : socialisations et institutions sportives et culturelles

Différents modes de socialisation contribuent à produire et à reproduire ces inégalités : socialisation familiale, socialisation scolaire et socialisation par les pratiques de loisirs auxquelles s'ajoute la socialisation médiatique qui accorde une place beaucoup plus importante aux sportifs qu'aux sportives. Lorsqu'il s'agit de parler de pratique sportive ou de compétition, les médias en parlent de façon « neutre ».

A contrario, lorsque ce sont des femmes qui pratiquent tel ou tel sport, les médias accolent l'adjectif féminin d'où, l'expression « sports féminins ». Si l'on évoque le Tour de France, il est entendu qu'il s'agit du Tour de France hommes et non de femmes cyclistes auxquelles on réserve la Boucle féminine ! Concernant les institutions sportives, on retiendra que l'encadrement sportif reste très genré, « que ce soit dans la répartition, voire le recrutement, des entraîneurs et des animateurs, dans leurs comportements envers les jeunes, mais aussi dans l'appropriation de leurs activités⁶ ».

Par ailleurs, et dans l'ensemble des activités de loisirs, on observe souvent une répartition des rôles, elle aussi très genrée : aux éducatrices l'écoute et la proximité, aux éducateurs l'autorité et la force, ou encore aux animateurs les activités sportives et aux animatrices les activités manuelles.

⁴ Op.cit. page 144

⁵ *Mixité dans les activités de loisirs*, AGORA, débats/jeunesse, p.11

⁶ Gillet J.C. et Raibaud Y. (2006) *Mixité, parité, genre dans les métiers de l'animation*, Paris, L'Harmattan, cité par le rapport CGSP, p.160

Par un processus d'identification à ces adultes, les jeunes modélisent leurs comportements et seront ensuite influencés dans le choix de leurs futures activités.

La pratique sportive libre monopolisée par les garçons : l'illusion du masculin neutre et l'invisibilité des filles

On retrouve de fortes inégalités dans le domaine de la pratique sportive libre : en effet, même si les équipements sont officiellement destinés aussi bien aux filles qu'aux garçons, il n'y a pas de mixité dans l'usage de ces équipements. Ces usages ne sont pas contrôlés par les pouvoirs publics qui maintiennent l'illusion que ces équipements sont destinés à tout le monde sans pour autant agir en faveur de la mixité. Mais, dans la réalité quotidienne, ce sont les garçons qui investissent ces espaces.

« De nombreux travaux ont montré que dans la pratique sportive libre, (football de rue, skateboard, etc.) les valeurs de virilité et d'entre-soi masculin sont confortées. (...) C'est l'amorce de l'invisibilité de la question de la place des filles [dans l'espace public] et finalement des filles elles-mêmes⁷. La pratique sportive libre valide donc l'appropriation de l'espace public par les garçons (et à l'âge adulte par les hommes). Les conséquences sociales de cet état de fait dépassent donc largement le cadre du sport qui est une vitrine sociologique privilégiée⁸. »

Pour les politiques publiques sportives locales, ces inégalités demeurent en grande partie invisibles. Une enquête sur les loisirs de jeunes menée par une équipe de chercheurs de Bordeaux a montré que

« l'on finance les loisirs des garçons trois fois plus que ceux des filles. Dans la ville, les équipements d'accès libre (tels que Skate Parcs, City Stades) sont exclusive-

ment occupés par des jeunes garçons, et valorisent les plus virils et dominants. Du fait de ces aménagements, un recul des femmes est observé dans l'espace public, qui restent cependant majoritaires lorsqu'il s'agit de faire les courses ou accompagner les enfants et les personnes âgées⁹. »

Appropriation des espaces publics et droit aux loisirs

Ces deux éléments sont liés : les jeunes filles participent moins aux activités de loisirs en général, et aux activités VVV en l'occurrence, parce que leur usage des espaces publics est limité par toute une série d'interdits. Une enquête met en évidence les faits suivants :

« Dans toutes les structures d'animation « généralistes » en France (maisons de jeunes, centres sociaux, maisons de quartiers), le constat est le même et pose le problème de l'hégémonie absolue des garçons dans les équipements de quartier, en continuité des espaces publics qu'ils occupent également de façon dominante. ¹⁰ »

« Les valeurs de virilité et d'entre-soi masculin sont confortées. C'est l'amorce de l'invisibilité de la question de la place des filles [dans l'espace public] et finalement des filles elles-mêmes. »

⁷ Maruéjols É., *La mixité à l'épreuve des loisirs des jeunes dans trois communes de Gironde*, Agora débats/jeunesse, n°59, p.89

⁸ CGSP op.cit. p.163

⁹ Ces études sont disponibles sur le site de a'urba (agence d'urbanisme

Bordeaux métropole Aquitaine) www.aurba.org

¹⁰ Raibaud, Y., *Mixité et genre dans les activités à caractère sportif et culturel*, l.laligue.org/wp-content/uploads/2012/06/11.-Yves-Raibaud.3.pdf

Plusieurs autres études sociologiques montrent qu'il n'y a pas égalité entre jeunes filles et jeunes garçons dans l'usage des espaces publics.

Ainsi, en 2002, dans plusieurs villes du Val-d'Oise (Sarcelles, Villiers-le-Bel, Gonesse, Garges-lès-Gonesse), des femmes ont fait un diagnostic sociologique de leurs besoins et de leurs ressources¹¹ ; au cours de ce diagnostic, la question de l'usage de la ville par les jeunes filles et des violences dans les espaces publics a fortement émergé. Cette recherche-action montre que l'accès à la ville, aux rues, au dehors, est, non pas interdit, mais fortement contrôlé et soumis à conditions. Les jeunes filles déclarent :

— Souvent, on est retenues à la maison parce qu'il faut s'occuper des enfants, faire les tâches ménagères. »

Comme on le verra, certaines structures de Paris avec lesquelles nous avons mené cette recherche-action ont observé l'impact des contraintes familiales sur la moindre participation des jeunes filles.

Dans l'est du Val-d'Oise, les jeunes filles peuvent quand même sortir dans la journée, mais dès qu'arrive la nuit, elles subissent des remarques. L'une dit avec humour :

— Des fois, je suis dehors, il fait nuit, je croise un garçon, je le connais à peine, il me dit à peine bonjour et il me dit : Allez, il fait nuit, il se fait tard, rentre chez toi ! Alors c'est embêtant parce qu'en hiver il fait nuit à cinq heures. »

À Paris, en 2014, on observe que les filles ont très peu participé aux activités VVV de nuit... Cela est vraisemblablement lié aux interdictions concernant les sorties nocturnes : il est mal vu qu'une jeune fille ne soit pas à la maison le soir.

L'enquête du Val-d'Oise montre aussi que, lorsque les jeunes filles sortent dans la journée, elles sont confrontées à toutes sortes d'interdits portant sur les vêtements, le maquillage, les déplacements et bien d'autres choses. Et si elles transgressent ces interdictions, des rumeurs courent sur elles, leur réputation est attaquée, elles sont étiquetées comme « putes » et leur vie devient vraiment difficile.

« Les cheminements des lycéennes sont marqués par les stratégies d'évitement. »

D'autres études aboutissent au même résultat : la sociologue Hélène Orain¹² parle d'un espace public dominé par les garçons, et elle décrit toutes les stratégies de contournement que les jeunes femmes et filles doivent mettre en place pour éviter de passer par certains lieux de la ville. Elle souligne aussi

« une pression permanente oblige les jeunes femmes à déployer une énergie folle pour se protéger et veiller constamment à leur réputation ».

Une autre enquête sociologique, réalisée en Seine-Saint-Denis¹³, confirme ces analyses : elle montre qu'il y a un réel harcèlement sexiste de certains groupes de garçons sur certaines jeunes filles et jeunes femmes, ce qui les soumet à des contraintes, les oblige à des stratégies d'évitement, à se vêtir d'une certaine manière, les empêche de fréquenter certains endroits et de sortir à certaines heures.

L'enquête, menée par l'agence d'urbanisme de Bordeaux, *Pratiques de l'espace public, les femmes du quartier du Grand Parc*, montre que :

« Les cheminements des lycéennes sont marqués par les stratégies d'évitement qu'elles adoptent pour ne pas rencontrer ou passer à proximité des garçons scotchés au centre commercial (...), quitte à descendre deux arrêts de bus plus loin. Les altercations verbales et gestuelles sont quotidiennes et il faut se sentir en forme et sûre de soi pour pouvoir passer devant ces groupes de garçons et savoir répondre. »

¹¹ Bulot C., Poggi D., *Droit de Cité pour les femmes*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2003

¹² Orain H. *Les rapports sociaux de genre dans la ville*. Actes de l'ANEF, 2003

¹³ *Enquête sur les comportements sexistes et les violences envers les jeunes filles en Seine-Saint-Denis*, réalisée à la demande du Conseil Général de Seine Saint-Denis

« Qu'est-ce que le droit à la ville ? »

C'est la capacité à circuler librement, à pouvoir être dehors, en toute sécurité.

Toutes ces études convergent pour mettre en évidence que, dans certains quartiers des métropoles françaises, les jeunes filles sont sous la pression d'une sorte de « micro-culture urbaine » qui limite leur accès aux espaces publics en raison de normes et de pratiques sociales difficiles à transgresser.

« Micro-culture urbaine » et freins à la mixité

On retrouve cette problématique dans les quartiers où interviennent les structures qui ont participé à cette recherche-action ; les professionnels évoquent une micro-culture urbaine où dominent des normes sociales qui freinent, voire interdisent, la mixité, ce que nous avons pu également observer :

— À chaque fois que les filles sont venues [Place Marc Bloch] quand les garçons arrivaient elles sont parties, et quand les garçons partent elles arrivent. C'est rare qu'ils se mettent à la même table. »

Ils soulignent aussi que le contrôle social qui s'exerce sur les filles les amène à avoir des comportements différents quand elles sont entre elles et quand il y a des garçons :

— Le regard des garçons est important, elles ne se comportent pas de la même façon quand ils sont là. »

C'est la peur de la mauvaise réputation qui amène les jeunes filles à modifier leurs comportements et leur donne envie d'échapper au poids des regards.

— Dès que possible, les jeunes filles sortent du quartier et de son contrôle. Du coup, on a bien une catégorie d'activités pour les 18–25 ans, mais les filles vont dans d'autres quartiers pour ne pas entacher leur réputation. »

Cela dit, il ne faudrait pas penser que ces interdits ne concernent que les jeunes filles et les jeunes femmes des quartiers en politique de la ville. On observe des phénomènes similaires dans les centres villes. C'est le droit à la ville qui est ici en question.

Le droit à la ville, toile de fond des rapports femmes-hommes dans les espaces publics

Le droit à la ville est un droit citoyen fondamental pour toutes et pour tous.

« Qu'est-ce que le droit à la ville ? C'est la capacité à circuler librement, à pouvoir être dehors, en toute sécurité, en toute tranquillité, partout dans la ville, de jour comme de nuit, pour les activités professionnelles, familiales, culturelles, citoyennes, pour les loisirs et pour le plaisir. C'est cela le droit à la ville. Et c'est un droit pour la citoyenneté et l'égalité¹⁴. »

Des chiffres éloquentes

L'enquête ENVEFF (Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes de France), menée auprès de 7000 femmes entre 20 et 59 ans, a révélé qu'une femme sur cinq, 19% exactement, avait subi au moins une violence dans l'espace public au cours des douze derniers mois. Dans un tiers des cas, ces violences étaient répétées au cours de l'année. Les espaces publics en question sont la rue, les transports en commun, les grands magasins, les clubs de sport, les restaurants, la plage, les jardins publics, etc.

¹⁴ Poggi D., Cabinet Maturescence, *Genre, espaces publics, sécurité et droit à la ville*. Conférence, 2009

Et, contrairement aux idées reçues, les agressions n'arrivent pas majoritairement dans des lieux déserts où les femmes seraient seules la nuit. Les trois quarts des agressions se sont produites dans des lieux qui étaient très fréquentés, et les deux tiers ont eu lieu le matin et dans la journée.

Les fondements du sentiment d'insécurité

L'étude de Marylène Lieber¹⁵, qui a interviewé des femmes et des hommes sur leur façon de vivre la ville à Paris et en région parisienne, montre que le sentiment d'insécurité que ressentent les femmes dans les espaces publics est le résultat de plusieurs facteurs :

- ° l'éducation : très jeunes, les filles sont soumises à des recommandations de prudence par leur famille ; elles sont conditionnées à l'idée qu'elles sont vulnérables dehors. Elles vont donc ensuite s'autolimiter, éviter certains lieux et certaines heures réputées dangereuses.
- ° les médias : ils mettent en avant les violences dans les espaces publics (par exemple quand une joggeuse est assassinée...), mais n'accordent pas autant de place aux violences conjugales que subissent les femmes dans les espaces privés.

Il en résulte une auto-restriction du droit à la ville : passée une certaine heure, les femmes sont moins présentes dans les espaces publics. De plus, ces peurs, inculquées dès l'enfance aux femmes, sont renforcées (réactualisées) par le vécu des espaces publics, par différentes intrusions auxquelles elles sont confrontées : sifflements, interpellations, remarques déplacées, insultes, pelotage et autres formes pénibles du harcèlement urbain ordinaire.

Banalisation du sentiment d'insécurité dans les espaces publics

Toutes ces agressions restent peu visibles pour les pouvoirs publics, ne donnent pas lieu à des dépôts de plaintes, sont considérées comme banales. Il est difficile pour les femmes de se sentir à l'aise, légitimes dans les espaces publics. Ces intrusions peuvent sonner comme un rappel à l'ordre signifiant que l'espace public n'est pas fait pour les femmes, que leur place est à la maison, dans l'espace privé et non dans les espaces publics. De plus, les femmes ne savent jamais ce qui peut arriver si elles répondent sèchement, du tac au tac. C'est la notion de continuum des violences.

Enfin, ces interactions créent un sentiment plus diffus que celui de l'insécurité : le sentiment de ne pas avoir tout à fait sa place dans l'espace public, de prendre des risques et de devoir multiplier les précautions. Parce que les femmes ont intériorisé l'idée que, s'il leur arrive quelque chose, elles en seront responsables car elles auront manqué de prudence.

Stratégies de protection et d'évitement

La recherche de Marylène Lieber montre que, dans tous les milieux sociaux, la plupart des femmes ont recours à des stratégies de protection et d'évitement quand elles savent qu'elles vont devoir, par exemple, rentrer tard le soir.

Elles essayent différentes stratégies : elles ne s'habillent pas n'importe comment, elles ne passent pas n'importe où, elles sont sur leur garde, elles surveillent leur attitude, elles essayent de se faire accompagner ou elles prennent un taxi si elles en ont les moyens, etc.

Toutes les femmes interviewées dans cette enquête prennent des précautions mais le plus souvent disent que cela vient de leurs caractéristiques personnelles : « Moi je suis méfiante » ou « Je suis trouillard » disent-elles. Elles n'ont pas conscience du caractère général, social, de ces pratiques. Les résultats seraient peut-être différents si le même type d'enquête était réalisé aujourd'hui car, actuellement,

¹⁵ Lieber, M. 2008. *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris : Presses de Sciences Po.

la question des violences dans les espaces publics émerge comme une problématique sociale¹⁶ et certaines femmes perçoivent qu'il s'agit d'un phénomène collectif et non d'une caractéristique individuelle.

Ces analyses sont confirmées par les résultats des marches exploratoires pour la sécurité des femmes, qui se sont déroulées en France depuis 2010 et qui montrent que les femmes ont des stratégies d'évitement et de contournement de certains lieux publics et qu'elles n'occupent pas les espaces publics de la même manière que les hommes¹⁷.

Enfin, les travaux d'Yves Raibaud¹⁸, Vice-président du Conseil de Développement Durable (C2D) de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), géographe et chargé de mission Femmes Hommes à l'Université de Bordeaux Montaigne, confirment que

« selon qu'on est un homme ou une femme, l'usage de la rue n'est pas le même : les hommes occupent les trottoirs, les cafés,

les bas d'immeuble, de façon statique, ils y stationnent, ils tiennent les murs. Les femmes, elles, ne stationnent pas, elles sont en mouvement, elles flânent rarement et évitent les lieux trop masculins. Leur usage de la rue est plus pratique que ludique : aller chez le médecin, se rendre à son travail, faire ses courses ».

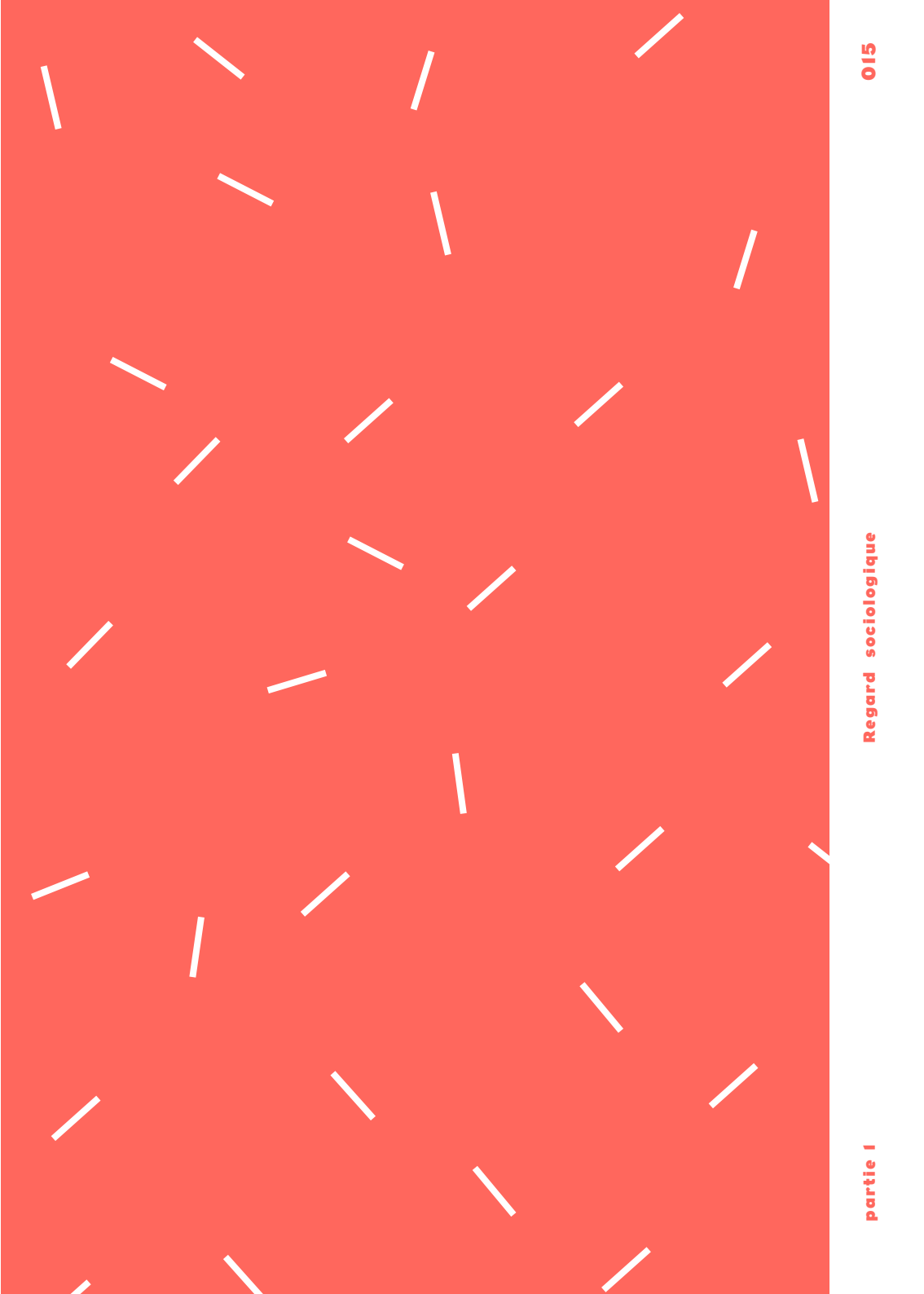
Ces différentes études sociologiques démontrent que la moindre participation des jeunes filles aux loisirs résulte d'autres inégalités concernant les usages de la ville et qu'elle en est aussi un révélateur.

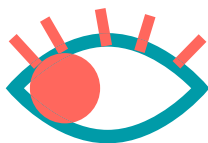
Les entretiens que nous avons réalisés auprès des équipes ainsi que nos observations sont cohérents avec les études sociologiques : ils montrent que les jeunes filles rencontrent des contraintes spécifiques.

¹⁶ Les marches exploratoires sont une des mesures du 4^e plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes présenté par Najat Vallaud-Belkacem en novembre 2013. Par ailleurs, les actions « stop harcèlement de rue » témoignent d'une prise de conscience accrue de ces violences.

¹⁷ Suremain (de) MD, Poggi D. Cabinet Maturescence, *Des femmes plus visibles dans une ville plus sûre*, Territoires, janvier 2011

¹⁸ Ces études sont disponibles sur le site de a'urba (agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine) : www.aurba.org





Partie 2



Diagnostic sur les freins à la participation des jeunes filles

Plusieurs études montrent que **“la coexistence des filles et des garçons dans les activités de loisirs peut se heurter à des blocages qui freinent radicalement le projet d'égalité femmes - hommes, pourtant inscrit dans la loi¹⁹.”** Ces blocages peuvent amener **“filles et garçons (et leurs familles) à choisir des activités conformes à leur genre²⁰”**. Les observations de notre recherche-action sur le terrain confirment ces analyses.



Micro-culture urbaine et normes sociales imposées aux jeunes filles

Ces facteurs interviennent dans la moindre participation des jeunes filles qui redoutent d'être mal vues dans le quartier si elles pratiquent certaines activités : « Elles ont peut-être peur que ça parle ». On retrouve dans ces analyses l'impact du risque de stigmatisation et de l'atteinte à la « bonne réputation » des jeunes filles, comme les études sociologiques précédemment citées l'ont mis en évidence. C'est aussi à cause de ce facteur « réputation » que les structures voient très peu de filles du quartier âgées de 16 ans et plus :

— Elles vont dans d'autres quartiers pour être tranquilles. » « Il y a la question du territoire, les filles de 18–20 ans qu'on voit ne sont pas du quartier, les filles ne traînent pas dans leur quartier, il y a les grands frères, alors elles vont ailleurs. » « Si on ramène une fille sur certains points de fixation du quartier, c'est une pute ! Les garçons disent : Nos copines, on ne les montre pas aux autres. »

Cette question de la « réputation » conditionne donc fortement les modes d'occupation de l'espace public du quartier et la participation des filles à des activités de loisirs. Selon certains animateurs, c'est aussi ce qui peut expliquer que les jeunes filles viennent rarement seules :

— Les garçons, ça les gênerait pas d'être seuls au milieu de filles, les filles, toutes seules, elles ont encore ce blocage. C'est implanté dans les têtes : un garçon seul avec des filles c'est un Don Juan, une fille seule avec des garçons, c'est une traînée ou une garçonne, trois pour cinq ça va, mais une fille seule non ! »

Par ailleurs certaines jeunes filles, se sentant contraintes de respecter les normes, peuvent développer des comportements d'autolimitation :

— Avec les filles surtout, il faut être dynamique, les pousser, en tenant un discours avec des arguments, pour qu'elles aillent au-delà de leurs limites. Elles ne reçoivent pas une éducation qui leur permet de s'ouvrir sur autre chose que leur environnement, leur quartier, elles ne vont pas au-delà de leur micro-quartier. »

¹⁹ Mixité dans les activités de loisirs, AGORA, débats/jeunesse, p.13

²⁰ Idem

Des pratiques familiales qui retiennent les jeunes filles

Les jeunes filles peinent à s'inscrire aux activités pour différentes raisons. D'une part, elles ne disposent pas de l'argent nécessaire pour payer les activités. Il est fréquent que le budget loisir soit prioritairement destiné aux garçons et que les filles n'en bénéficient que s'il reste de l'argent.

— Dès qu'il est question d'inscription, les filles fuient alors que les garçons sont prêts à signer eux-mêmes à la place des parents. Les garçons payent tout de suite les 4 euros alors que les filles ont du mal à payer. »

D'autre part, elles doivent souvent s'occuper des petits frères et sœurs, assurer des tâches ménagères, ce qui les retient à la maison ou les contraint à la surveillance des petits. Une équipe observe que très peu de jeunes filles viennent spontanément, qu'aucune n'ose venir isolément et, enfin, qu'elles se présentent tardivement du fait qu'elles n'ont pas la maîtrise de leur emploi du temps pour les activités :

— Elles se réveillent en dernier et viennent en groupe. »

Enfin, les filles hésitent parfois à demander aux parents l'autorisation de participer à des activités de loisirs, sachant qu'elles n'obtiennent la liberté de sortir que pour leur scolarité ou pour promener leurs petits frères et sœurs :

— Les familles peuvent faire frein, alors les filles disent : je vais à la bibliothèque ; et les parents se disent : notre fille est studieuse. Les filles doivent trouver une excuse pour pouvoir venir dans les structures collectives. »

Les jeunes filles ont donc obligation de légitimer leurs loisirs et adoptent souvent un prétexte scolaire pour justifier leur venue sur la structure. Elles peuvent ensuite convaincre plus facilement les parents de les laisser venir pour les loisirs sur la même structure. Cette stratégie fonctionne d'autant mieux que la structure a construit des relations de confiance avec les parents.

La problématique qui se pose aux structures est la suivante : comment légitimer le droit aux loisirs pour les filles, leur droit à un temps pour soi, c'est-à-dire comment faire accepter par les familles que les jeunes filles puissent passer du temps à autre chose qu'à travailler à l'école ou à assurer des tâches ménagères et éducatives ?

Les freins liés aux animateurs eux-mêmes

Il est clair que la composition sexuée des équipes est un facteur important, comme le souligne une responsable à propos d'un Terrain d'Éducation Physique (TEP) situé à proximité du square du Casque d'Or :

— Il n'y a pas d'animatrices femmes, et les propositions, basket et foot, c'est que pour les garçons toute l'année, car on se préoccupe plus de la délinquance des garçons que de l'errance des filles. Les filles, elles marchent. »

Outre le manque de femmes dans les équipes, cette responsable met en exergue la priorité donnée à l'occupation des jeunes garçons, dans une logique de prévention des conduites à risques, qui peut aboutir à une insuffisante prise en compte des attentes et des difficultés rencontrées par les jeunes filles.

Par ailleurs, certaines autolimitations des équipes peuvent renforcer les difficultés des filles à participer à des activités. Ce processus peut résulter de plusieurs facteurs : manque d'analyse et de réflexion, poids des habitudes, formation initiale peu sensible à l'égalité filles-garçons, peur de ne pas savoir comment faire, ou encore manque d'orientation claire de la direction de la structure.

— Le principal frein c'est nous, certains ont intériorisé les stéréotypes, les freins sont alors ceux qui n'y croient pas. Les équipes doivent se poser des questions, ça demande plus d'efforts que de rester dans des activités habituelles sans analyse du public. »

— Certaines formations donnent des œillères, des animateurs ne peuvent même pas imaginer autre chose, ils transfèrent leurs propres envies, leurs propres peurs, ou alors ils disent: Ah mais moi j'aime pas. Alors ça, on s'en fiche de leur désir, ce qui compte c'est la direction de la structure.»

— Avant le savoir-faire, ce qui compte c'est de dépasser son propre intérêt et surtout d'y croire.»

Ces freins, émanant des animateurs, viendront renforcer les limitations des jeunes filles si la direction des structures n'est pas consciente du problème et n'en fait pas un axe de réflexion et de travail.

Les structures et les équipes intervenant à Paris sont donc concernées par les engagements de la *Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes* (ci-contre). Leurs orientations de travail et les pratiques professionnelles peuvent notablement contribuer à mettre en œuvre ces engagements.

Pour résumer cette deuxième partie: manque d'argent des familles, garde des petits frères et sœurs, réticences des parents à laisser sortir les filles, tâches ménagères, peur d'être étiquetée comme fille manquant de morale et mal considérée, tels sont les freins qui brident les jeunes filles. Si l'on veut promouvoir l'égalité entre filles et garçons, les équipes doivent agir pour faire évoluer les normes sociales, pour mettre en débat les normes familiales, pour assouplir la répartition des rôles féminins-masculins, et déconstruire les stéréotypes enfermants, ce qu'on appelle les assignations de genre.

Cette évolution peut libérer les jeunes filles d'un carcan mais aussi éviter aux garçons qui ne se conforment pas aux assignations de genre d'être mis en marge et rejetés.

La Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes

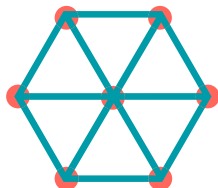
La Ville de Paris est signataire, depuis le 18 décembre 2007, de la *Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes*, Charte dont l'article 20 « Culture, sport et loisirs » stipule les points suivants :

« Le signataire reconnaît le droit pour chacun(e) de prendre part à la vie culturelle et de jouir de la vie artistique. Le signataire (...) reconnaît que les femmes et les hommes ont droit à un égal accès aux activités et installations culturelles, sportives et de loisir. Il reconnaît que les femmes et les hommes ont une expérience et des centres d'intérêts différents en matière de culture, de sport et de loisirs, et que ceux-ci peuvent résulter d'attitudes stéréotypées et d'actions sexuées. Il s'engage par conséquent à mettre en œuvre ou à promouvoir, comme il convient, des mesures permettant :

– d'assurer (...) que les femmes et les hommes, les garçons et les filles bénéficient de la fourniture et d'un accès égal aux installations et activités sportives, culturelles et de loisir

– d'encourager les femmes et les hommes, les garçons et les filles à participer à égalité aux sports et aux activités culturelles, y compris à celles qui sont traditionnellement considérées comme principalement *féminines* ou *masculines*

– d'encourager les associations artistiques, culturelles et sportives à promouvoir les activités culturelles et sportives qui mettent en cause une vision stéréotypée des femmes et des hommes. »

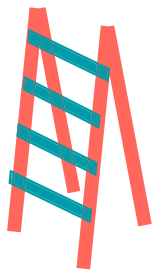


Partie 3



Les stratégies mises en place par les structures

Le principe de cette recherche-action était d'aller à la rencontre de bonnes pratiques favorisant la participation des filles et la mixité dans l'accueil de loisirs. Quatre structures bénéficiant du dispositif VVV nous ont ouvert leurs portes pour partager leurs stratégies et leurs outils.



La composition des équipes et les orientations des structures

Une stratégie de base consiste à constituer les équipes en privilégiant la diversité, donc en y intégrant des femmes et des hommes à parité : cela suppose de faire l'effort de rechercher des femmes éducatrices sportives et notamment pour le football.

Plus globalement, et pas seulement pour les activités sportives, il est nécessaire que les jeunes filles aient des « référentes », c'est-à-dire des animatrices auxquelles s'identifier, des animatrices qui soient à leur écoute et les incitent à participer. La diversité se construit aussi en embauchant à la fois des personnes du quartier et des personnes venant d'ailleurs (banlieues, autres quartiers de Paris ou autre pays) :

- Un animateur qui vient du quartier, c'est important, ça rassure les jeunes mais il faut aussi avoir des nouvelles têtes, type l'animatrice embauchée cet été qui n'est pas issue du quartier. »

C'est un des animateurs du quartier ou identifié depuis longtemps qui pourra légitimer les nouveaux animateurs auprès des jeunes.

Enfin, la diversité suppose d'avoir dans les équipes des personnes avec des parcours et des formations différentes et de mixer les âges des éducateurs.

À retenir : la diversité de l'équipe est certes un élément nécessaire, mais il n'est pas suffisant, il doit y avoir une orientation et des directives émanant de la structure si l'on veut tendre vers une meilleure participation des jeunes filles et en créer les conditions favorables.

La connaissance précise des freins rencontrés par les jeunes filles

Une stratégie efficace consiste à réaliser un diagnostic du public, en analysant qui vient et pour quoi faire, ce qui permet de disposer d'éléments objectifs et de mesurer les inégalités.

« L'établissement de données chiffrées genrées est une étape importante dans la visibilisation des inégalités filles-garçons. »

À titre d'exemple, une structure a étudié la composition de ses adhérents ; les filles viennent plus sur l'accompagnement à la scolarité que sur les loisirs. L'établissement de données chiffrées genrées est une étape importante dans la visibilisation des inégalités filles-garçons.

Une autre façon de connaître ces freins consiste à organiser des soirées filles, soirées non mixtes, temps « d'un entre-soi » qui amorcent un processus de mise en confiance et ouvrent un champ de paroles :

— Au cours de ces soirées, on mange des pizzas, on danse, on discute et pendant qu'on se met du vernis, on apprend que les jeunes filles doivent s'occuper des petits frères et sœurs de moins de 6 ans. »

Ce mode d'échange informel permet de prendre connaissance des contraintes que subissent les jeunes filles et de recueillir des informations que les questionnaires écrits n'avaient pas fournies. Ces soirées d'échanges sur le mode informel sont aussi l'occasion de faire passer aux jeunes filles des messages en faveur de l'égalité et de la mixité.

Affirmer aux jeunes filles leur droit aux loisirs constitue un mode de rééquilibrage des normes sexuées et de légitimation de leur droit à un temps pour soi.

La prise en compte des freins : exemples de dispositions facilitatrices

Avoir compris ce qui freine la participation des jeunes filles est une première étape ; la suivante consiste à mettre en place des facilitateurs. Voici quelques exemples de dispositions facilitatrices :

- organiser la disponibilité des filles et aménager des activités en fonction de leur réalité quotidienne. Puisqu'elles sont souvent obligées de garder leurs petits frères et sœurs, il est pertinent de prendre en compte la fratrie, donc de proposer des activités aux petits. En dédiant une personne à l'animation avec les petits, on libère les filles :

— Pendant une heure, la jeune fille est tranquille. » « Cette jeune fille de 14 ans, elle est toujours à garder les petites jumelles, sa mère refuse de l'inscrire à des activités, là elle peut être libre car les petites sont en coloriage. »

- laisser de la souplesse aux filles, notamment dans les horaires. En effet, comme les filles ont plus d'obligations (tâches ménagères, garde des petits), elles sont moins à même de prévoir leur emploi du temps, et souvent ne peuvent se décider qu'au dernier moment

- une autre stratégie pour stimuler la participation des filles consiste à leur réserver la moitié des places sur chaque programmation de vacances. Il est efficace de garder des places aux filles en nombre suffisant :

— Les filles viennent en groupe, si on ne laisse qu'une place, on a pas de filles. »

Il a fallu que l'équipe explique aux garçons les raisons de cette dernière option. Ils ne comprenaient pas que, d'une part, les jeunes filles ne pouvaient pas s'inscrire à l'avance, et que, d'autre part, les normes du quartier les amenaient à participer aux activités en groupe et non isolément. Réserver des places aux jeunes filles est aussi une façon d'affirmer l'objectif de mixité et leur droit aux loisirs.

À travers ces stratégies de diagnostic et de prise en compte des réalités des jeunes filles, on voit se dessiner les contours d'un outil à essayer dans les pratiques professionnelles, qu'on pourrait nommer l'outil ESAP : Écoute, Souplasse, Adaptabilité, Prise en compte concrète.

Des supports d'activités attractives pour les filles

On a vu que les filles « ne traînent pas » et ne « viennent pas pour rien ». Il est donc nécessaire de leur proposer des activités qui les attirent. Là, il faut être inventif et trouver un moyen de leur proposer des activités qui soient attractives sans être « surcodées filles », ce qui risquerait de renforcer les stéréotypes.

Une structure réserve les jeudis après-midi aux filles, conçus comme une première étape pour les faire venir et pour ensuite faciliter la mixité. La structure propose aussi des activités de Dance Hall et du théâtre d'improvisation ouvert à tout le monde, et, le vendredi, elle propose de la zumba à laquelle participent des filles et des garçons.

La structure a proposé également d'autres activités « qui parlaient plus aux filles » comme un type de danse hip-hop non acrobatique. Elle a aussi choisi de développer une activité moins stéréotypée que le football, à savoir le basket, et a mis en place un entraînement exclusivement féminin dans un premier temps. On verra, dans la suite de ce rapport, que la mise en place de la mixité est un processus qui s'élabore dans la durée (voir le paragraphe : *La mixité ne se décrète pas*).

Une autre structure opte pour des sports peu codés féminin-masculin comme le roller, et pour des sports innovants type tchouckball ou ultimate, qui favorisent la mixité et la coopération plutôt que les performances individuelles.

Mais un responsable de structure précise bien que, si la mixité n'est pas un axe de la structure, des sports innovants ne suffiront pas à la générer.

Certaines activités culturelles, comme le cirque, sont aussi de nature à attirer autant les filles que les garçons. Il en va de même pour des activités audiovisuelles, avec décryptage d'images et réalisation de courts métrages ; ainsi, dans une structure, des courts métrages ont été réalisés sur la thématique de l'égalité par des groupes mixtes.

Là encore, on doit avoir à l'esprit que les activités culturelles sont efficaces si elles sont prétexte à des échanges, débats et réflexions sur les relations filles-garçons :

— L'objectif principal c'est le travail en amont de la réalisation, l'écriture du scénario. »

À retenir : des activités attractives pour les filles sont une condition nécessaire mais pas suffisante pour promouvoir la mixité. Elles doivent être corrélées avec les directives de la structure et la vigilance des équipes.

« Si la mixité n'est pas un axe de la structure, des sports innovants ne suffiront pas à la générer.

Dans une autre structure, il est aussi apparu qu'il manquait des activités pour les filles ; l'équipe a donc proposé un atelier danse.

— Au début de l'atelier elles étaient 4, et en fin d'année, elles étaient 12. Elles ont redemandé l'activité pour 2014–2015. »

La coordinatrice considère qu'il est parfois utile de commencer par proposer des activités stéréotypées certes, mais qui répondent à des attentes fortes des jeunes filles, attentes liées à leurs conditions de vie quotidiennes.

— Il y a des filles de tous les âges, les activités qu'on propose correspondent à ce à quoi elles n'ont pas accès et qu'elles peuvent rapporter chez elles ; pour tout ce qu'elles peuvent rapporter à la maison, elles s'inscrivent ; tatouages, bracelets brésiliens, perles, les parents ne mettent pas d'argent et même les femmes n'ont pas de bijoux. »

Il s'agit là de la première étape d'une stratégie destinée à ouvrir le champ des possibles ; ainsi, pour que les jeunes filles sortent des sentiers battus, une animatrice dédiée aux jeunes filles commence par leur proposer des activités connues.

« La coordinatrice d'une structure parle des « référentes » : les filles s'identifient à une animatrice qui, en quelque sorte, les autorise à pratiquer certaines activités.

— Elles sont assez girly, elles aiment se maquiller, se mettre du vernis, on leur propose des activités qu'elles aiment pour les attirer, et puis, quand la confiance s'est installée, on peut travailler sur d'autres thématiques. Il faut apprendre à les connaître, les écouter, sans entrer dans leur espace. »

Quand les jeunes filles hésitent à découvrir de nouvelles activités, l'animatrice qui a gagné leur confiance explore avec elles les raisons de leurs réticences et vise à donner une impulsion sans être dans l'intrusion.

— Par exemple, il y a eu un cours de zumba, les filles sont arrivées en retard, elles n'avaient pas envie, mais mon objectif c'est qu'elles s'ouvrent à d'autres formes de danse que celles qu'elles connaissent ; parce que la danse qu'elles connaissent est assez sexy et elles ne dansent pas quand un garçon passe. Alors j'ai argumenté et je suis allée à la zumba avec elles. Pour le Laser Game, il a fallu un peu insister, elles attendaient de voir qui s'inscrivait ; pour la sortie à la mer, je leur ai dit : C'est une occasion en or, si vous n'avez pas vu la mer cet été, venez ! Et au final il y avait plus de filles que de garçons pour cette sortie. »

La question qui se pose ici renvoie aux limites de la démarche participative : comment trouver le juste équilibre entre, d'une part, satisfaire les demandes des jeunes et, d'autre part, les aider à repousser les limites qui les enferment dans des habitudes, des modèles culturels restrictifs ? Précisons que le problème se pose qu'il s'agisse de filles ou de garçons.

Une stratégie consiste, une fois la confiance établie, à inciter sans contraindre et à cadrer sans enfermer.

— Moi je suis là pour encadrer, pour accompagner, on peut les pousser sans les forcer, ni les saouler, ni être sur leur dos ! J'estime qu'elles sont autonomes, elles peuvent faire des propositions et après on oriente en fonction des possibilités. Mais c'est difficile pour elles de faire des pro-

positions car elles ne connaissent que leur micro-quartier. Donc à nous de faire des propositions et d'en discuter avec elles.»

L'impact des modèles et leurs effets d'entraînement

À côté du square Casque d'Or, dans le 20^e arrondissement, il y a un Terrain d'Éducation Physique (basket et football), occupé par 12 garçons et aucune fille. Un animateur dit à ce propos :

— Si ma copine vient, la copine d'un copain viendra aussi ; si une fille fait le premier pas de jouer avec des garçons, d'autres viendront ; le travail à faire c'est un travail de communication, de repérer les filles leaders et voir comment les approcher.»

La coordinatrice d'une structure parle des « référentes » : les filles s'identifient souvent à une animatrice qui, en quelque sorte, elle autorise à pratiquer certaines activités.

— J'ai été embauchée aussi parce que je correspondais à un image de féminité. La structure cherchait une animatrice « féminine » pour que les filles s'autorisent les activités que cette animatrice leur proposerait. C'est ce qui s'est produit cet été avec l'activité karting à laquelle plus de filles que de garçons ont participé. La référente peut faire la communication sans faire elle-même l'activité.»

La communication

Pour communiquer avec les jeunes et les familles, une structure a créé un site Internet et a monté des réunions d'information. Elle organise des événements conviviaux notamment pour les familles qui sont invitées à un repas pour mieux connaître les animateurs et les jeunes qui fréquentent le Terrain d'Éducation Physique (TEP).

Une autre structure a fait faire des visuels par une stagiaire en service civique, ainsi que des affiches et des flyers. La structure a aussi émis des informations en direction des parents, a créé un compte Facebook et envoyé des SMS.

Mais le plus efficace reste le système d'information directe entre les animateurs et les jeunes puis le bouche-à-oreille. Dans une structure, les animateurs, tous des hommes (au démarrage des activités, il n'y avait pas d'animatrice), ont fonctionné sur un mode pertinent pour toucher certains garçons, mais peu adapté pour contacter et informer les jeunes filles :

— On a fait des tours dans le quartier, le dernier tour c'était vendredi dernier, il y a des endroits où les jeunes traînent dans le quartier et on y est allés, comme la Place de la Réunion. On a tourné, on a dit : On sera à tel endroit, à telle heure, commencez à penser à ce que vous aimeriez faire.» «Devant le collège Henri Matisse, il n'y avait presque pas de filles, les leaders sont parties en vacances. Chez les filles, les leaders c'est important. Place de la Réunion, il y a un petit jardin, à côté du parc, et les filles se mettent là mais c'est plutôt pendant la période scolaire. C'est vrai qu'on n'en a pas croisées. Les filles ne sont jamais statiques.»

On le voit, ce mode d'information n'est pas vraiment adapté aux filles « qui ne traînent pas dans la rue » mais sont plutôt dans les familles ou dans les bibliothèques. Quand une éducatrice est arrivée dans l'équipe, elle a organisé des soirées filles pour les informer et mieux connaître leur réalité quotidienne.

Par ailleurs, toutes les structures estiment que la dénomination des activités a son importance. Par exemple, si une activité est dénommée boxe, seuls les garçons viennent alors que le terme aérobicose attirera aussi des jeunes filles. De même « customisation » attirera filles et garçons contrairement à « mode ».

Ceci est à mettre en relation avec le poids des stéréotypes de genre qui stigmatisent les jeunes qui pratiquent des activités contraires aux normes masculines et féminines : un garçon qui fait de la danse classique, une fille qui pratique un sport dit masculin transgressent ces codes et risquent d'être mal perçus, voire taxés d'homosexualité.

Le lien avec les familles

Un axe important est la connaissance des familles, ce qui est plus facile quand les structures qui animent les activités VVV proposent aussi de l'accompagnement scolaire.

— On a un public féminin car on fait un gros travail avec les familles, notamment par le biais de l'aide scolaire. On crée un espace de vie aux filles, le lien avec les familles est très important, on les rassure, on leur dit que les jeunes filles seront accompagnées après les activités. »

Aller dans les familles, discuter des activités, des horaires, est évidemment une pratique sensibilisant les parents et facilitant la participation des jeunes filles. Avoir des projets d'activités avec les mères est aussi une stratégie efficace.

— Les mamans font une activité, puis il y a la confiance, beaucoup d'enfants sont amenés par les mamans, les mamans c'est un lien stratégique et essentiel. Après les filles nous disent: Parles-en à ma mère. »

Une autre pratique consiste à mettre en place un travail sur la parentalité, sous forme de rendez-vous collectifs avec les parents.

— Les parents peuvent avoir la sensation d'être de mauvais parents lorsque leurs enfants ne parlent plus de ce qu'ils font. Ça les rassure de se dire qu'ils ne sont pas seuls, que les parents ont des difficultés quel que soit le milieu social ou culturel, ça décomplexe le débat. »

Un cadre sécurisé

C'est une condition indispensable pour que les jeunes filles viennent dans des structures et participent à des activités.

Les équipes doivent donc assurer la sécurité physique et affective pour les filles car elles ne viendront pas si, devant les locaux, on assiste à une monopolisation de l'espace par des groupes de garçons ayant des comportements agressifs. Dans ce contexte, les familles seront également plus réticentes à laisser leurs filles venir. Cette sécurisation nécessite

parfois d'établir un rapport de force avec les groupes de garçons, comme l'indiquent les expressions « bataille de terrain » et « lutte de territoire » utilisées dans l'extrait suivant :

— L'accueil, l'ambiance et la sécurité affective c'est essentiel, s'il y a du deal et de la violence, si ça fume, si ça gueule, ce n'est pas une ambiance propice pour les jeunes filles. Dans le Lieu d'Accueil Innovant, le LAI, le directeur a su créer un endroit où les jeunes filles ne seront pas embêtées. On a mobilisé les équipes, on a eu une bataille de terrain et après les jeunes filles ont trouvé un cadre où elles se sentent bien. On a mis deux gars du quartier en BPJEPS (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) qui sécurisent le cadre. Il faut du volontarisme et de l'autorité et des personnes capables de mener une lutte de territoire. »

On sait en effet que tout ce qui peut s'apparenter à des zones de non-droit est source d'inquiétude, d'insécurité tant pour les femmes que pour les jeunes filles, comme en attestent les résultats des marches exploratoires pour la sécurité des femmes.

**« Ce type
d'espace-temps hors
du quartier favorise
aussi le questionnement
des stéréotypes
de genre.**

Des activités collectives hors du quartier et de ses normes

Les structures considèrent que les séjours et chantiers constituent un cadre intéressant pour favoriser la mixité ; en effet, la parité est obligatoire pour les séjours tandis que la préparation des règles de vie en collectivité et l'organisation des tâches ménagères favorisent une mise en situation quotidienne de l'égalité.

— Pour l'organisation des mini séjours, la question des tâches ménagères, de la vie quotidienne, c'est toujours génial. Quand il y a une fratrie, c'est toujours la sœur qui doit faire ces tâches, et nous on questionne ça ; et ça tombe, à 15, 16 ans, ça ne tient pas la route. »

Ce type d'espace-temps hors du quartier favorise aussi le questionnement des stéréotypes de genre.

— Un week-end de cohésion ou l'écriture d'un scénario ça permet un changement de pensée, de principe ; on peut redéfinir les rôles, une fille peut jouer au football et faire la cuisine et un garçon aussi. C'est important de casser les stéréotypes. »

Mais pour que ce questionnement soit efficace, il est nécessaire que les animateurs restent fermes et vigilants en ce qui concerne le respect des règles collectives. Un responsable cite l'anecdote d'un garçon qui, lors d'un chantier international au Mali, ne voulait pas accomplir les tâches ménagères en arrivant en séjour.

— Les animateurs l'ont prévenu : Si tu ne fais pas ta part de travail, tu ne peux pas rester en séjour, tu prends tes affaires et on te raccompagne. Le garçon a préparé son sac mais a finalement décidé de rester. Petit à petit, les règles de collectivité égalitaires lui ont semblé évidentes. »

Les sorties représentent également une opportunité pour faire progresser la mixité :

— À la sortie en mer, ils se sont parlé toute la journée, quand ils sont ensemble en sortie, ils se parlent. Vendredi prochain, pour finir en beauté, on fait une sortie Tour Eiffel et restaurant, pour les sortir du quartier. »

« La mixité peut parfois passer par une étape de non mixité à travers des activités prévues pour les jeunes filles. »

Il est clair que, hors du périmètre du micro - quartier, les normes relationnelles dominantes s'estompent et que changer de cadre autorise un changement de comportements. Mais, là encore, la stratégie opère à condition que les encadrants fassent preuve de vigilance et de détermination.

La mixité ne se décrète pas, elle se construit à petits pas. Oui : mais la mixité, pour quoi faire ?

On a vu précédemment que la culture urbaine dominante dans certains quartiers freine, voire interdit, la mixité. Un directeur de structure insiste sur le fait que le « ouvert à tous » ne marche pas. « Il faut user de subterfuges pour faire venir les filles. ». C'est, par exemple, créer des occasions de mise en relation progressive des filles et des garçons (soirée filles dans un premier temps pour qu'elles viennent dans la structure, puis rencontres autour du basket, séjours, sorties, etc.).

Dans une structure, le choix d'une activité sportive moins stéréotypée que le football, à savoir le basket, s'est accompagné d'une stratégie en plusieurs étapes. Première étape, ouverture d'un entraînement exclusivement féminin. Seconde étape, ouverture d'une section garçons et création d'occasions de rencontres.

— Les uns venaient voir petit à petit l'entraînement ou les matchs des autres et avec les rencontres et les goûters autour de la projection collective des matchs de basket, la mixité s'est faite pas à pas. En partant de l'intérêt pour ce sport, une sorte de communauté se connaît, se reconnaît, le groupe basket s'est monté et joue ensemble, filles et garçons.»

Visiblement, la durée tient une place importante dans le processus de construction de la mixité : elle ne se décrète pas, elle se construit efficacement au fil du temps et peut parfois passer par une étape de non mixité, à travers des activités ou des espaces-temps prévus spécifiquement pour les jeunes filles.

Dans une autre structure, une animatrice dédiée à la participation des filles évoque l'intérêt de créer des événements qui regroupent filles et garçons, de trouver des prétextes à leur rencontre, afin, en quelque sorte, de ré-autoriser la mixité :

— On aurait pu mettre un peu plus de soirées mixtes par exemple autour du

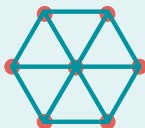
jazz danse, ça aurait pu les regrouper, en créant une mixité partielle. On n'aurait pas pu faire des équipes mixtes, on aurait pu faire des rivalités entre équipes de garçons et équipes de filles, ça aurait marché dans le jeu. Passer un moment ensemble autour d'un jeu.»

On le voit, il est nécessaire de mettre en place les conditions d'une mixité, car celle-ci ne va pas de soi. En outre, sur la question de la participation aux activités VVV (et aux autres activités), il est hautement souhaitable d'aller au-delà de l'objectif d'égalité quantitative: il s'agit plutôt de penser une mixité qui contribue à une déconstruction des stéréotypes et à une évolution des relations filles-garçons.

La question à garder à l'esprit est donc la suivante: à quelles conditions une plus grande participation des filles contribue-t-elle à faire progresser l'égalité entre filles et garçons et à impulser la mixité?



Recommandations et pistes de travail



Les recommandations des professionnels

Pour les équipes

— **Sensibiliser et former les équipes** est un préalable à la mise en œuvre d'actions en faveur de l'égalité filles-garçons.

— **Cœuvrer à faire reculer les limites** des professionnels et ouvrir le champ des possibles est un autre axe prioritaire. « Ne pas se donner de limites en tant que professionnel, ne pas avoir peur du potentiel des jeunes, ne pas se brider sur les activités qu'on propose aux jeunes. »

— **Mettre en place des modalités** de nature à rééquilibrer la participation filles-garçons est une piste essentielle. « Le public féminin n'est pas un public commun, il faut prendre en compte les difficultés et les contraintes spécifiques aux filles. La discrimination positive, c'est un des seuls moyens pour être sûr d'avoir des filles, sinon les garçons prennent le pouvoir. »

Il est tout aussi souhaitable de « revenir aux principes de l'éducation populaire, de redéfinir les rôles chez les jeunes et chez les animateurs » afin de stimuler l'émancipation et la citoyenneté, avec pour objectif de permettre à chacun et chacune de s'épanouir et de trouver sa place dans la société.

— **Porter attention** aux formations initiales. Il est recommandé d'analyser le niveau de formation à l'égalité et la mixité filles-garçons dans les diplômes de l'animation et de réfléchir à l'opportunité d'y introduire un module genre.

— **Agir en direction des jeunes.** Susciter des débats, du dialogue, de l'échange entre garçons et filles contribue à faire reculer les stéréotypes. « Il faut forcer le débat, créer le débat, forcer l'échange entre filles et garçons ; il faut que les intervenants mettent en place des stratégies de débat pour forcer les échanges et le dialogue. Ça ouvre, ça fait tomber des barrières. Parce que ce sont des schémas effritables, c'est encore mal-léable, on peut travailler là dessus. »

Il est possible de travailler sur ces stéréotypes à l'occasion d'activités spécifiques sur l'égalité, d'écriture de scénarii et d'activités de « vie quotidienne » type séjours.

Pour les partenaires

Une piste de travail consiste à questionner la cohésion avec les partenaires : y-a-t-il des objectifs communs, une direction commune ? Lesquels ? Sont-ils pensés à la lumière de l'égalité filles-garçons ?

Pour les équipes et les partenaires : viser l'exemplarité

Pour ce faire, les professionnels recommandent d'organiser des temps d'échanges et de formations pour clarifier collectivement cet axe de travail et avoir des postures exemplaires. « On doit être au clair avec cette question, si c'est banal dans les actes et dans le discours, les jeunes ne s'y trompent pas. »

Ce qui revient à financer des formations sur la thématique de l'égalité et/ou créer des occasions de débats entre professionnels, du temps de réflexion, « du temps pour penser ».

Pistes de travail

Cette recherche-action permet de dégager plusieurs pistes de réflexion :

- **Comprendre** le contexte global dans lequel s'inscrivent les inégalités filles-garçons en termes de participation aux activités de loisirs
- **Diagnostiquer, disposer de données chiffrées** filles-garçons, de statistiques genrées
- **Analyser** finement les freins rencontrés par les jeunes filles
- **Faire de l'égalité un objectif** et une orientation claire des structures
- **Mettre en place des dispositions** facilitant la participation des jeunes filles
- **Développer des pratiques professionnelles** collectives pertinentes et cohérentes pour promouvoir une mixité génératrice de changement des relations filles-garçons : composition et formation des équipes, travail avec les familles, choix d'activités libres de stéréotypes
- **Mutualiser et essayer** ces bonnes pratiques.

Cela représente certes un chantier d'importance, mais il convient de garder à l'esprit que les résultats d'un investissement dans ce domaine vont bien au-delà d'une plus grande participation des jeunes filles aux activités et de leur accès à l'offre publique de loisirs : les effets seront une égalité fille-garçon réelle, une plus grande liberté et une plus grande sécurité pour toutes et tous, une valorisation des quartiers, un lien social revigoré et un mieux-vivre ensemble.

des sites à consulter

www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque

Base de données qui recense et fournit des informations précises sur les outils développés dans le but de promouvoir une culture de l'égalité

www.genrimages.org

Outils et ressources pédagogiques sur les représentations sexuées dans l'audiovisuel

www.femixsports.fr

Femmes, mixité, sports

<http://tarteretssouslesprojos.fr>

Webfilm sur l'égalité entre les filles et les garçons

<http://teledebout.org/concours/qui-quoi-comment>

Buzzons contre le sexisme, concours vidéo

www.ludologique.com/wordpress/?cat=7

Analyses de jeux vidéo

des articles et des livres

Naves Marie-Cécile, Octobre Sylvie, *Inégalités et différences filles-garçons dans les pratiques sportives et culturelles des enfants et des adolescents*. Rapport Lutter contre les stéréotypes filles-garçons, janvier 2014, p.139–170

www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/archives/CGSP_Stereotypes_filles_garcons_web.pdf

Raibaud Yves, Bacou Magalie. (dir.), *Mixité dans les activités de loisir. La question du genre dans le champ de l'animation*. Agora Débats/Jeunesse, n°59, L'Harmattan, 2011, p.152

Gillet Jean-Claude, Raibaud Yves, *Mixité, parité, genre dans les métiers de l'animation*. Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et territoires », 2006

Raibaud Yves, *Loisirs des jeunes : du constat des inégalités filles-garçons au gender budgeting*. Loisirs Education-La revue de la JPA, 2014, p.18–19
www.jpaa.asso.fr/docs/revue/449_YRaibaud.pdf

Raibaud Yves, *Mixité et genre dans les activités à caractère sportif et culturel. Éducation au genre : l'école est-elle prête ?* Le dossier du mois, avril 2010, p.30–34
www.laligue.org/wp-content/uploads/2012/06/11.Genre4_.pdf

Germa Marion, *La ville comme espace genré : Entretien avec Edith Maruéjols*. Observatoire du design urbain, 2014
<http://obs-urbain.fr/ville-espace-genre-entretien-edith-maruejols>

Bulut Christine, Poggi Dominique, *Droit de cité pour les femmes*. Éditions de l'Atelier, Paris, 2003.

Suremain (de) Marie-Dominique et Poggi Dominique, Cabinet Maturescence, *Des femmes plus visibles dans une ville plus sûre*. Territoires, janvier 2011

Orain Hélène, *Les rapports sociaux de genre dans la ville*. Ades de l'ANEF, 2003

Lieber Marylène, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Paris, Presses de Sciences Po, 2008

Menesson Christine, *Socialisation familiale et investissement des filles et des garçons dans les pratiques culturelles et sportives associatives*. Réseaux 2011, 4/5 N°68 Dossier Pratiques culturelles et enfance sous le regard du genre.

Introduction disponible sur : www.cairn.info/revue-reseaux-2011-4-page-87.htm

**Projet réalisé
par le Centre audiovisuel
Simone de Beauvoir**

**Soutenu
par la direction
départementale de la cohésion
sociale de Paris, DDCS 75**

Remerciements

Saïda Belaïd, *députée départementale
aux droits des femmes et à l'égalité,
DDCS 75*

Nathalie Pichard, *chargée des thématiques
VVV, Citoyenneté et Culture,
Mission Politique de la ville DDCS 75*

Hélène Renié, *volontaire en service
civique à la Mission aux droits
des femmes et à l'égalité, DDCS 75*

Toutes les équipes d'animation et de
direction des associations parisiennes
Plus loin (20^e), Étincelles (20^e),
Espoir 18 / Espace Jeunes Goutte d'or (18^e)
et Actions Jeunes (17^e)

Joëlle Bolloch, Laura Cohen et
Mikaël Gluschankof du Centre audiovisuel
Simone de Beauvoir



Livret édité et coordonné par le Centre audiovisuel
Simone de Beauvoir. Graphisme: Marion Kueny
Impression: Média Graphic, Rennes

© CASdB janvier 2015

Les 4 opérateurs du dispositif

Actions jeunes 17^e

Les objectifs de l'association sont : offrir un lieu facile d'accès pour les jeunes, convivial afin qu'ils puissent se rencontrer en toute liberté et sécurité lors de leurs temps libres, un lieu où les jeunes se sentent bien afin qu'ils se confient et montent des projets collectifs et citoyens ; accompagner les jeunes dans leurs projets d'avenir en fonction de leurs envies mais aussi de la réalité ; valoriser les jeunes et leur place dans le quartier afin que tous les habitants les voient sans aucune appréhension.

Les actions proposées : accompagnement scolaire pour les jeunes de la 6^e à la terminale, travail de remobilisation des élèves décrocheurs autour de projets en lien avec les établissements scolaires, accueil des jeunes pour mettre en place les activités de leur choix, mise en place de projets participatifs et citoyens, une soirée par mois en nocturne et, pendant les vacances, accueil libre, activités au local ou sorties à la journée, soirées festives, dansantes, ciné-débat.

2 rue St-Just – 75 017 Paris

Plus loin

L'association s'efforce de donner les moyens aux individus de se regrouper

et de leur faire vivre des projets collectifs pour que chacun puisse agir sur son lieu de vie et devienne ainsi acteur de son territoire.

Plus loin considère chaque individu comme acteur et non comme consommateur. Ainsi, l'association anime chacune de ses actions dans une démarche de projet et non de programme. *Plus Loin* s'assure qu'au sein de ses projets, toutes les cultures se côtoient, existent et se mêlent dans le respect et la tolérance.

Les actions de l'association se déclinent en animations sportives et culturelles de proximité, accompagnement des habitants et événements festifs et conviviaux.

4 rue Paul Jean Toulet
– 75 020 Paris

Espoir 18 / Espace Jeunes Goutte d'or

Espoir 18 œuvre à l'insertion et à la socialisation de jeunes de 6 à 25 ans et répond à un triple constat : l'échec et le décrochage scolaire de certains jeunes du 18^e, les problèmes sociaux, judiciaires et familiaux d'une partie de la jeunesse accueillie, le manque de structures jeunesse. *Espoir 18* mène des actions d'accompagnement à la scolarité, anime des ateliers artistiques, culturels, sportifs, réalise des chantiers de solidarité internationale en privilégiant des actions innovantes, une approche ludique. Une équipe expérimentée, pluri-disciplinaire, militante et des bénévoles

gèrent 4 structures jeunesse : l'association d'origine *Espoir 18*, deux espaces Jeunes et un Lieu d'accueil innovant.

Espoir 18

44 rue Léon – 75 018 Paris

Espace Jeunes Goutte d'or

6 rue de la Goutte d'or
– 75 018 Paris

Centre Socioculturel Étincelles

Étincelles, centre social associatif, est un foyer d'initiatives porté par des habitants, accompagnés par des professionnels dont les valeurs principales sont la solidarité, la dignité humaine, et la démocratie. Lieu d'échange et de convivialité, de projets proposés par des habitants, c'est un véritable projet collaboratif.

Géré par l'association *Dumas Réunion* et regroupant des habitants du quartier Réunion Père-Lachaise, *Étincelles* réunit des professionnels ainsi que des habitants et des bénévoles dans la réalisation des actions. Enjeux et principales orientations d'*Étincelles* : mettre en place des actions en faveur des habitants, soutenir des initiatives citoyennes, rendre les habitants acteurs de leur quartier, valoriser les personnes à travers diverses activités et créer du lien entre les habitants afin de développer la vie de quartier.

65 rue des Haies
– 75 020 Paris

